

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial

Le retour des communistes



Voilà que, contrairement aux pronostics des porte-parole du patronat qui avaient décrété l'enterrement de notre Parti dans leur scénario de «la fin de l'histoire», le Parti communiste de Wallonie-Bruxelles se lance dans la bataille du 10 juin, convaincu qu'il a un message et un projet à porter auprès de nos concitoyens. Convaincu aussi, et surtout, que l'heure est à l'effort militant et à l'engagement politique afin de contrer l'agression permanente et chaque fois plus arrogante que les tenants de la mondialisation font peser sur la population en général et ses segments les plus faibles en particulier. Ce retour prolonge aussi en quelque sorte la réparation de ce journal dont l'accueil auprès de son lectorat nous confirme qu'il y a toujours une place dans notre pays pour le message communiste.

Ainsi, nous nous présentons devant nos électeurs avec un programme clair

dont l'axe central s'appuie sur les cinq points suivants :

1. La défense des services publics face à la campagne de privatisations, en rendant aux pouvoirs publics toute leur capacité d'intervention et d'initiative.
2. Combattre la politique sociale du gouvernement qui se réduit à réprimer les victimes de la précarité sociale (chasse aux chômeurs et sans papiers) tout en protégeant les revenus scandaleusement élevés du patronat et des opérateurs de la Bourse.
3. La défense de la Sécurité sociale menacé par une conjonction d'attaques venant tant du patronat que de l'extérieur (comme les recommandations formulées récemment par les responsables de l'OCDE enjoignant au gouvernement qu'il revienne sur les acquis de la sécurité sociale dans notre

1€

Mai 2007 - N° 17

L'invité du mois
François Schreuer :
Sous la bannière
de la précarité

Mondialisation
La fin du suffrage
universel ?

Débat
Un nouveau
positionnement
dans les luttes sociales

Analyse
Dérive marketing
du débat politique

Amérique latine
L'Équateur
en reconstitution
Cuba :
Éviter l'implosion

pays. À ceci s'ajoute les pressions des milieux flamingants cherchant à briser le système fédéral de notre sécurité sociale.

4. Combattre une fiscalité conçue pour faire des cadeaux au patronat (plus de 5 milliards d'euros de réduction de charges) alors que les entreprises du BEL 20 réalisaient un bénéfice cumulé de 23 milliards d'euros en 2006.

5. La défense de l'environnement moyennant une approche sociale et politique de l'écologie, qui ne doit pas se limiter à exiger des changements de comportement individuel aux citoyens, mais qui doit d'abord pénaliser les gros pollueurs et faire de l'écologie un des chantiers majeurs pour la création d'emplois.

Il s'agit donc d'un programme clair et concret. À nos militants d'expliquer combien la nature même du système capitaliste est à l'origine de chacune des perversions que nous cherchons à combattre via ces cinq propositions et pourquoi le renforcement de notre Parti et de son influence est une des conditions majeures pour la défense des intérêts populaires face à la voracité sans scrupules du grand patronat. ●

François Schreuer : Sous la bannière de la précarité

En février 2006, la Wallonie connut une lutte d'un genre nouveau. Elle opposait de jeunes employés au statut précaire, regroupés dans le collectif Flexblues, à la société suisse Bluecomm. En son cœur, on découvrait un héros pluriel et virtuel appelé Bob le Précaire. Ce combat social mené hors des structures syndicales se solda par une victoire éclatante qui ne passa pas inaperçue¹. Fin 2006, la Ligue des droits de l'Homme a octroyé le Prix Régine Orfinger-Karlin à Bob le Précaire.

Rencontre avec François Schreuer un des animateurs de ce combat.

Le Drapeau Rouge : François, peux-tu nous expliquer qui est Bob le précaire ?

François Schreuer : Bob le Précaire a été notre porte-parole imaginaire dans une grève que nous avons menée contre la société suisse *Bluecomm*, qui nous employait pour remplir les questionnaires d'une étude sociologique. Disons que Bob est un héros du précaire rebelle.

Qu'est ce que le «précaire rebelle» ?

On se rend compte que nous sommes, dans le travail et plus globalement dans la vie, dans une situation durablement précaire, et que cette condition de précarité est partagée par beaucoup de gens. De ce constat, naît l'idée d'organiser certains combats politiques, de lutter contre ce qui précarise nos vies. Le terme de *précaire* fait référence à quelque chose comme une notion de groupe social qui serait constitué par les précaires. C'est évidemment une allusion, peut-être un peu abusive, au *salariat* ou au *prolétariat*. En tout état de cause, la précarité est en train de devenir la condition d'existence majoritaire pour la jeunesse.



Un côté générationnel ?

Non, ce n'est pas une idée générationnelle. Simplement, de fait, les mécanismes *précarisants* touchent d'abord les plus faibles que sont les jeunes, qui entrent sur le marché du travail, mais aussi les femmes, les migrants, les vieux. Les travailleurs qui ont un CDI restent mieux protégés à l'heure actuelle ; mais à terme, tout le monde est menacé. Je pense notamment au *«Livre vert pour l'emploi»* de la Commission européenne, publié en novembre dernier. Il prône très clairement l'abandon de la référence au contrat à durée indéterminée. *Grosso modo*, ce que recommande la Commission, ce n'est rien moins qu'une sorte de CPE pour tous les travailleurs européens. Et vu le silence général qui règne sur cette question, il y a vraiment de quoi s'inquiéter.

Qu'est-ce exactement que la précarité ?

C'est être dans une situation instable de manière prolongée, savoir qu'on a très peu de chances de trouver un contrat solide, un statut protecteur,

savoir qu'on devra en permanence se battre pour obtenir du travail, en permanence justifier son «employabilité», selon le jargon en vigueur dans les cercles de décision européens. Par conséquent, la précarité ne concerne pas seulement le travail mais la vie toute entière : c'est le fait de ne pas pouvoir se projeter dans l'avenir, qu'il s'agisse de projets de types professionnels, familiaux (acheter une maison), affectifs,... Les précaires sont maintenus dans un horizon de court terme. Pour ces raisons, ils ont souvent beaucoup de difficultés à s'organiser et sont donc souvent invisibles, *anonymisés*. La précarité est pour les puissants un antidote très efficace contre les luttes sociales. Mais le précaire n'est pas forcément pauvre. Un enseignant ou une journaliste qui vont de CDD en CDD sont précaires. Cette condition concerne des personnes aux profils très variés. Entre la migrante qualifiée d'«illégal» qui travaille comme saisonnière dans l'agriculture et le chercheur qui travaille à l'université, il y a un monde de différence. Mais l'idée que nous défendons, c'est qu'il y a quelque chose

de commun entre eux qui est justement cette instabilité. Notre réflexion consiste à chercher des formes d'organisation communes capables de mettre fin à cette instabilité, parce que chaque petite minorité dans son coin n'a aucune chance de se faire entendre. Pourtant, toutes ensemble, les minorités précaires sont peut-être majoritaires. Pour cela, il faut créer des liens transversaux, inventer des solidarités inattendues. Il faut aussi tuer certains mythes.

Quels mythes ?

Je pense en particulier au statut du travail dans la société, à la sacralisation presque unanime d'une très douteuse «valeur travail». Par le travail, l'individu justifie sa place dans la société, y acquiert des droits, un statut symbolique, une protection sociale, etc. Ce sont là des acquis historiques du mouvement ouvrier. Mais ces acquis sont à double tranchant. Que se passe-t-il pour ceux qui sont en dehors du travail ? Ou ceux dont la forme de contribution au bien-être collectif, bien que réelle, n'est pas reconnue comme travail ? Ceux-là sont voués aux gémonies. Or nous faisons face depuis quelques dizaines d'années à un phénomène qui va nous obliger à révolutionner nos modes de pensée. Je veux bien sûr parler de la contrainte écologique : la planète ne supportera pas longtemps notre mode de vie. On doit se demander si l'objectif de créer de nombreux nouveaux emplois est compatible avec cette contrainte.

Cela veut-il dire que le collectif Flexblues renonce au plein emploi, au droit à un travail pour chacun ? N'est-ce pas dangereux ?

Je trouve très problématique la conception du travail comme droit. Si l'on prend le temps d'y réfléchir, c'est une idée très paradoxale : alors que le travail – je parle bien entendu de la relation salariale – est fondamentalement une violence comme nous l'enseignent aussi bien l'histoire du mouvement ouvrier que les rapports de la médecine du travail, il faudrait s'accrocher à ce type de relation sociale comme à un droit ? N'est-il pas préférable de défendre plutôt des choses comme le droit au logement, au transport, à la santé, à l'enseignement gratuit, ... ? Autrement dit, ce qui doit être un droit pour les individus, c'est de disposer d'un revenu décent et de vivre dans un

environnement protecteur, notamment grâce à la présence de services publics de bonne qualité. Dans cette optique, le travail serait plutôt de l'ordre du devoir que du droit, le prix à payer pour ces droits, la contribution de l'individu au bien-être commun. Et s'il se trouve qu'à tel ou tel moment, la société n'a pas besoin du travail de certains individus, ceci ne devrait poser aucun problème pour autant qu'elle leur assure la jouissance de ces droits fondamentaux.

Ceci dit, il faut prendre au sérieux cette idée d'un droit au travail, ne pas se laisser guider uniquement par la réflexion théorique. Car le droit au travail joue conjoncturellement un rôle tactique de défense des travailleurs dans un contexte d'offensive générale sur les droits sociaux. Mais il y a aussi et surtout un second argument, moins visible, dans l'idée de droit au travail,



c'est l'argument d'essence anarchiste qui pose la question de savoir où se trouve le pouvoir dans un système social et pointe le rôle trop important accordé à l'État, à la centralisation, dans le modèle que je proposais à l'instant. Le droit au travail est dans cette optique conçu comme garantie d'indépendance pour l'individu face à un système centralisé qui deviendra inévitablement prédateur en l'absence de contre-pouvoir suffisant. C'est un argument important, qui prescrit la mise en place de contre-pouvoirs solides, mais il n'est pas décisif à mes yeux. Le travail n'est pas la finalité de la vie, en aucune manière ; il faut revaloriser l'activité autonome, désaliénée.

Réduisons le temps de travail !

Oui, aussi bien pour mieux le répartir que pour réduire son emprise sociale. Il faut partager le travail entre tous, pour la raison principale qu'il est pénible. Mais l'essentiel est surtout de réduire drastiquement le temps de travail et de ramener le statut du travail à celui d'une activité parmi d'autres. Et en combinant les gains de productivité technique avec la nécessaire réduction de notre consommation matérielle, sans doute est-il possible de réduire, en moyenne, le temps de travail à une dizaine d'heures par semaine et par personne. Il s'agit aussi de permettre des séquences de quelques années au travail suivies de quelques années sans travail. Cela aussi n'est pas facile dans le système actuel.

Un autre problème qui se pose si l'on veut parler du temps de travail, c'est tout simplement de savoir ce qui peut être considéré comme du travail. On peut relever de très nombreux cas de production diffuse, difficilement évaluable ; en fait, on peut même considérer avec le psychanalyste Christophe Dejours que le travail est radicalement *inévaluable*². Par exemple, est-ce que le programmeur qui écrit un logiciel libre qu'il mettra gratuitement à la disposition du public peut être considéré comme un travailleur ? Son apport au bien-être collectif est énorme, pourtant son labeur ne rentre peut-être dans aucune forme de reconnaissance.

Concrètement, que proposes-tu ?

Il y a des opinions très variées parmi les activistes précaires ; mais une idée qui me semble recueillir un large assentiment est de dissocier partiellement revenu et travail. Dans un premier temps, il s'agirait surtout de mettre en place, sous une forme assurancielle, des mécanismes permettant de garantir la continuité du revenu pour les travailleurs intermittents. Nous défendons aussi l'idée de gratuité généralisée d'une série de services fondamentaux, notamment les transports en commun. Il s'agirait d'une forme de garantie de revenu «en nature», qui assurerait une fonction de redistribution, simplifierait beaucoup la vie des précaires, contribuerait à recréer du commun. À plus long terme, c'est vers un revenu garanti supérieur au seuil de pauvreté [NDLR : *un peu moins de 800 euros en Belgique*] qu'il me semble souhaitable de se diriger.

L'allocation universelle, c'est un concept défendu par un parti de droite comme Vivant.

Les libéraux qui promeuvent une allocation universelle ne parlent que d'une *rawette*, souvent de l'ordre de 200 euros par mois, ce qui en fait une aide détournée aux entreprises, une façon assez perverse de subventionner le travail peu qualifié. C'est une part du salaire que ne devront plus payer les entreprises. Pas un libéral ne soutient une allocation universelle au-dessus du seuil de pauvreté qui a pour conséquence d'émanciper le travailleur de sa dépendance radicale à son



employeur, de rééquilibrer la relation salariale qui a de toute éternité été dissymétrique. L'autre distingo, c'est la façon de la financer. La droite propose de la financer par la TVA, l'impôt le moins re-distributif, qui pèse le moins sur les détenteurs de capital et le plus sur les consommateurs. C'est le cas de *Vivant*. Pour les gens de gauche comme nous, elle doit être financée par un impôt sur les revenus du capital et éventuellement aussi par un impôt écologique, ce qui impose dans les deux cas de concevoir ce système à l'échelon européen.

La précarité est-elle une bannière susceptible d'aider à construire un rapport de force face au rouleau compresseur néolibéral ?

Je le pense. Il faut en tout cas chercher à organiser politiquement les précaires ; ça me semble être une condition *sine qua non* du renversement du rapport de force qui est pour le moment extrêmement favorable aux détenteurs du capital. Plein de gens vivent aujourd'hui dans une situation d'anomie, dans la rupture de presque tous les liens de solidarité, la socialisation par la télévision et son discours ultra-marchand. Repolitiser le «peuple TF1», recréer du lien social, donner des débouchés politiques à la révolte latente qui sourd de partout, c'est la chose la plus essentielle à faire aujourd'hui. C'est aussi la seule protection sérieuse contre le

retour du fascisme qui, de toute évidence, nous menace.

J'ai lu que, selon le collectif Flexblues, la précarité n'était pas forcément qu'un avatar du capitalisme et qu'elle pouvait être aussi une richesse. N'est-ce pas à nouveau une affirmation dangereuse dont se délecterait quelque capitaliste partisan de plus encore de flexibilité ?

Dans un débat récent, une sociologue me reprochait d'utiliser le concept de précarité, foncièrement négatif à ses yeux. Mais la précarité est un fait, vécu au jour le jour par des millions de personnes et il est important qu'une prise de conscience collective intervienne sur la réalité de cette situation. Or, avec cette prise de conscience collective, émergent aussi des éléments plus «positifs», constitutifs de cette nouvelle identité collective qui n'en reste pas moins elle-même précaire, fragile : pratiques de solidarité, de résistance, de débrouille,... qui sont bel et bien une richesse. Une écologie sociale se doit de faire droit à ces pratiques. Ce qui provoque parfois une certaine confusion.

Par ailleurs, dans un monde où le totalitarisme marchand impose sa loi presque partout, refuser de s'y soumettre, c'est parfois s'exclure d'office. Un nombre non négligeable de personnes qui se retrouvent en situation d'exclusion le sont parce qu'elles ont refusé de se vendre corps et âme au système, parce qu'elles ont refusé telle pratique de mise en concurrence des salariés, tel formatage idéologique, tel job dégradant. Il est assez injuste, quoique courant, d'y voir une forme de «précarité voulue».

Quant à la flexibilité, il est clair que l'approche des mouvements de précaires est assez décomplexée à cet égard. Vu que la flexibilité est généralisée dans les jobs de précaires, il s'agit non seulement de la faire partiellement refluer – par exemple en réclamant des statuts stables, en défendant le CDI là où c'est possible, etc. – mais il s'agit aussi et surtout de réclamer des droits pour les travailleurs flexibilisés, une protection sociale, de construire un syndicalisme adapté à leur situation, bref de ne pas les abandonner à leur sort et au rêve d'un emploi stable ; sans quoi on rend complètement dual le marché du travail entre des travailleurs

protégés, bien défendus, disposant des droits sociaux hérités des trente glorieuses, et des travailleurs sans droits. Une certaine dose de flexibilité n'est pas un tabou si elle s'accompagne en échange de sécurité. Le problème, c'est que la sécurité promise n'arrive jamais.

En somme, on incite les employeurs à multiplier les statuts précaires et non à créer des vrais postes de travail ?

C'est le risque ; il y a un équilibre à trouver.

Quel est votre rapport avec les syndicats ?

Nos contacts directs avec les syndicats sont assez peu fréquents, et je dois bien dire que les rares échanges que nous avons avec eux sont parfois un peu difficiles.

C'est-à-dire ?

On ne demanderait pas mieux que d'avoir des discussions avec les syndicats, car ils prennent trop peu en compte la situation des précaires à l'heure actuelle. Un problème, c'est le mépris parfois évident avec lequel certains syndicalistes ont pu traiter des groupes de précaires. Je pense par exemple au secteur des transports en commun, dont les responsables syndicaux ont ouvertement snobé les membres du Collectif Sans Ticket qui proposaient pourtant des idées particulièrement intéressantes. Mais, à mon avis, le fond du problème est que les syndicats restent beaucoup trop focalisés sur cette «valeur travail» que nous récusons.

Logique, non ? Un syndicat, c'est une union de travailleurs qui prennent une partie de leur salaire pour organiser la solidarité...

Ne peut-on pas plutôt penser le syndicat comme une structure de solidarité capable de faire pièce à la domination capitaliste – au concept d'exploitation, je préfère ici délibérément celui de domination –, dont le travail n'est peut-être qu'une des formes ? Le capitalisme mute à grande vitesse : il faut en tenir compte.

Propos recueillis par **PIERRE EYBEN**

¹ Voir <http://flexblues.be/>

² *Christophe Dejours, L'évaluation du travail à l'épreuve du réel. Critique des fondements de l'évaluation, Paris, INRA Éditions, 2003.*

PS et MR unis contre la justice fiscale!

Il est évident que le paiement d'un impôt, ou plus exactement de contributions, doit permettre aux plus riches d'aider les plus démunis. Certains citoyens conscients de l'importance de cette démarche sont d'ailleurs fiers de participer à cette action de solidarité officielle qui devrait annuler et remplacer les *téléthons* et autres opérations caritatives.

En pratique, il faut constater que le système de contributions de notre pays est constamment détourné de manière organisée par ceux qui peuvent se payer des conseillers fiscaux sans scrupules, ainsi que par nos politiciens qui sont en place grâce au soutien des grosses fortunes du royaume.

Même les plus démunis tombent dans le piège. Ne s'extasient-ils pas devant les exploits de leurs soi-disant concitoyens et compatriotes, tels Henin, Merckx, Boonen, oubliant que ceux-ci les ont abandonnés à leur triste sort pour s'installer dans le paradis fiscal de Monaco. En agissant de la sorte, ils refusent d'aider leurs supporters en ne versant pas leur obole au Trésor public.

Malgré la présence de «socialistes» au gouvernement, c'est le travail qui est taxé, de même que les biens de consommation élémentaires: chauffage, énergie grevés de 21% de TVA. Le patrimoine des nantis est épargné, les revenus mobiliers étant soumis à une taxation ridicule de 15%, alors qu'un citoyen qui gagne 2.000 € imposables par mois, soit 1.500 euros en poche, paie un impôt de 6.888,31 €, soit un taux moyen de 28,7%. L'imposition d'un impôt sur la fortune, même minime, comme il en existe un en France, n'est pas à l'agenda des principaux partis politiques de notre pays.

Alors que les directives européennes sont transposées dans tous les domaines des législations des États membres, leurs régimes fiscaux n'ont pas été harmonisés et ne sont pas prêts de l'être. C'est ainsi que les grosses fortunes

françaises viennent s'établir en Belgique et que les employés qui bénéficient de salaires importants se domicilient réellement ou fictivement en France. Deux cadres moyens, mariés, gagnant chacun 3.000 € bruts par mois, soit annuellement 72.000 € pour le ménage, paient en Belgique 25.638,35 €, soit un taux moyen de 35,60%. En France, le même montant est taxé à 17.000 €, soit à 23%. Le déménagement en vaut la chandelle...

La règle d'imposition générale veut que l'impôt soit payé dans le pays d'origine des revenus, sauf exception: le régime frontalier. Il faut habiter dans la zone frontalière et travailler dans la zone frontalière de l'autre pays. Cette zone est délimitée par une distance d'une vingtaine de kilomètres. Si ces deux conditions sont réunies, l'imposition est établie dans le pays de résidence. Cette convention existait entre la Belgique et les Pays Bas, l'Allemagne, le Grand Duché et la France. Elle a été supprimée pour tous ces pays, sauf pour la France.

Didier Reynders, qui tient à soigner son électorat fortuné, a sorti un projet de loi qui a pris cours le 1^{er} janvier 2007. Le régime fiscal – désavantageux – des résidents belges travaillant en France est supprimé: ils paieront leurs impôts en France. Par contre, les résidents français qui travaillent en Belgique (la plupart des gérants de banques et d'autres professions assimilées) continueront à être taxés en France. Cette disposition sera valable pour une période de 25 ans, soit une génération, «*afin de permettre à ces braves gens de ne pas souffrir d'un changement brutal de régime*» (sic). Ceci se fera au détriment des recettes fiscales belges, et donc à l'encontre des intérêts des plus démunis.

Ce nouveau rejet de la solidarité élémentaire se fera à nouveau avec la bénédiction des «socialistes», usurpateurs de ce qualificatif. Merci Elio...

B R E V E S

Les sponsors douteux de la FGTB bruxelloise

Le 1^{er} Mai de la FGTB bruxelloise sera subventionné par... *P&V* et *Delta Lloyd*, deux énormes compagnies d'assurances, deux des meilleurs représentants du capitalisme financier qui détruit tout sur son passage et accumule les bénéfices à des niveaux indécents. Sur son site, le groupe *Lloyd* annonce 711 millions d'euros de bénéfices pour l'année écoulée, en hausse, précisent-ils aimablement, de 65%. Le travail serait-il devenu l'allié du capital? Franchement, on a du mal à comprendre. (Des Bulles)

Contraste

Évolution des salaires et profits en 2005-2006:

Salaires: +2,3 %.

Profits spéculatifs et boursiers: +33 %!

Bingo pour le patron de Dexia

Le président du comité de direction de *Dexia*, Axel Miller, a perçu une rémunération de 1.740.830 euros en 2006. *Dexia* lui a également accordé 120.000 stock-options d'une valeur de 18,62 euros / pièce. (6com)

Les emplois précaires profitent à certains.

En 2006, le numéro un mondial du travail intérimaire, *Adecco*, a réalisé un chiffre d'affaires de 20,4 milliards d'euros, en hausse de 12% par rapport à 2005. Le bénéfice s'affiche également en augmentation, à 611 millions d'euros (+35%). (L'Echo)

Inbev va bien

Le groupe brassicole belgo-brésilien *InBev* a réalisé en 2006 un bénéfice net de 1,411 milliard d'euros (+56% qu'en 2005). *InBev* a vu le volume total consolidé de ses ventes (bière et boissons fraîches) augmenter de 5,9% à 246.529 millions d'hectolitres. Le chiffre d'affaires du groupe s'est accru de 7,9%, à 13,3 milliards d'euros. Voilà qui fera plaisir aux travailleurs licenciés en 2006... (Belga)

Sarcose royale, 32 morts au campus, Boris et l'histoire

Élections françaises : comment éviter le pire maintenant

Avec une participation digne de figurer au livre de records, l'électorat français a sélectionné Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, la droite *hard* et la gauche *light*, pour s'affronter au second tour présidentiel. Affluence massive de votants, il est vrai, mais elle ne s'explique pas, comme la plupart des médias le répètent, par un soudain réveil de l'esprit civique des Français ou par le charisme des principaux protagonistes. Elle serait plutôt le résultat de cette grande expérience de pédagogie politique que fut le référendum sur la Constitution européenne, expérience qui redonna aux Français le goût et l'intérêt pour la chose publique.

Hélas, ceci n'a pas favorisé la «gauche de la gauche». Ainsi, nous vîmes six de ses candidats, se proclamant tous unitaires, mais oubliant leurs engagements quand il fallut reconnaître la décision majoritaire des collectifs désignant Marie-George Buffet comme leur candidate. Cette dernière, malgré une excellente campagne et des meetings attirant la grande foule à Paris et à Marseille, connut un résultat franchement écœurant avec moins de 2 % des voix. À noter que des dirigeants notoires du PCF firent preuve, non seulement de distance par rapport à cette candidature, mais agirent ouvertement en soutien à des candidatures concurrentes. Au second tour, dans un geste de lucidité et cohérence politique, Marie-George a appelé à voter Ségolène, afin de faire barrage au candidat de la droite néolibérale et atlantiste représentée par Sarkozy.

Voilà où en est la gauche française et quels sont les choix offerts au peuple. Quant à l'*establishment*, il n'a rien à craindre. Jean-Marc Sylvestre, chroniqueur économique à France Inter, ne pouvait mieux dire ce mardi 24 avril : «la Bourse montre une stabilité certai-

ne, satisfaite de voir que le choix des Français éloigne tout risque sérieux pour les activités des fonds d'investissement».

De Columbine à Virginia Tech : la naissance des serial campus killers ?

Il y avait eu Eric Harris et Dylann Klebold, les très jeunes tueurs dont Michael Moore nous dessina l'environnement dans un film inoubliable. La veille du massacre, ces deux jeunes avaient passé la soirée au bowling avec leurs victimes du lendemain, d'où le titre du documentaire. Huit ans après, un jeune Coréen, naufragé dans un contexte que lui restait étranger, répétait, en plus grand, la même scène. Il vouait une secrète admiration pour ces jeunes «précurseurs». Le président Bush et Madame n'ont pas raté l'occasion d'étaler un sentimentalisme convenu et des activistes opposés à la vente libre d'armes ont essayé de se faire entendre. De son côté, Charlton Heston, acteur à la retraite mais très actif président de la *National Rifle Association*, a déclaré que le problème n'est pas le «trop d'armes», mais le «pas assez», et qu'il fallait que tout enseignant en dispose d'une pour éviter de tels carnages. Ainsi, le débat se réduisait à la présence ou la carence d'armes. Pas d'armes, pas de crimes, disent les gentils, comme si l'interdiction de thermomètres pouvait décréter la disparition des fièvres. Comme si ces tragédies à répétition n'étaient plutôt les symptômes d'une société, plus exactement d'une jeunesse, qui divague comme un bateau ivre à la recherche de sens dans une société qui n'en a peut-être plus.

La mort du «tombeur de Lénine»

C'est ce modeste titre que feu le journaliste vedette de CNN, Walter Cronkite, attribua un jour à Boris Nikolaïevitch Eltsine, l'homme qui «entrera dans l'histoire pour avoir

ouvert à la Russie la voie de la liberté et de la dignité», selon la sentence de Vaclav Havel. Oui, Eltsine fut l'homme qui se chargea de la dissolution de l'URSS ; l'homme qui monta sur un char après s'être bien assuré qu'il ne courait aucun danger, afin de mâter la révolte, désespérée et pathétique, de quelques dignitaires non résignés à cette dissolution ; l'homme, enfin et surtout, qui réussit magistralement à faire croire au peuple, plus exactement au petit peuple, qu'il était le porteur du véritable héritage de Lénine contre ces «bureaucrates» du Parti.

Pauvre Eltsine. Il avait l'assurance de la girouette convaincue que c'est elle qui décide de l'orientation du vent, sans comprendre qu'il n'était que le modeste opérateur du service après-vente d'un processus bien antérieur à sa gestion. D'autres, bien plus lucides, attribuent ce grand bouleversement à Gorbatchev et à ses proches : Chevardnadze, Yakovlev et sa discrète épouse, Raïsa. Pour ceux-là, Eltsine n'aura été que le corollaire, l'écume d'une vague plus ancienne. Pour notre part, nous nous demandons simplement si tout cela n'a pas commencé le jour où le révolutionnaire bolchevique devint fonctionnaire.

En janvier 2001, un proche de Boris, Pavel Borodine, ancien trésorier de son administration, arriva sans son passeport diplomatique à l'aéroport de New York, comme invité officiel de la cérémonie d'investiture de George W. Bush. Cet oubli entraîna l'arrestation du distrait, poursuivi par la magistrature suisse qui l'accusait d'être l'un des architectes de la gigantesque escroquerie internationale, dite *Kremlingate*, d'un montant de 37 millions de dollars et où notre familière BBL joua un rôle non négligeable. Cette anecdote est caractéristique des mérites de ce personnage «historique», dont le «h» initial, accablé par l'affront, reste bien minuscule et plus muet que jamais.

PABLO RODRIGUEZ

Le calme annonce-t-il la tempête?

Déjà en juin 1994, Jean-Marie Ansciaux, alors Président du secteur enseignement de la CGSP de la Communauté française, affirmait dans ses éditoriaux que, en l'absence d'un nouveau financement de l'enseignement, la catastrophe se produira, progressivement mais inéluctablement, dès 1996. Il ajoutait que «*la lutte syndicale doit se poursuivre dès la prochaine rentrée scolaire*».

En octobre 1995, il dénonçait les choix budgétaires du nouveau gouvernement Dehaene II: «*Pas question de prendre l'argent là où il se trouve, pas question de faire payer les banques, pas question de percevoir correctement l'impôt, pas question de rendre les riches moins riches et les pauvres moins pauvres, pas question de mener une politique favorable aux travailleurs*». Les libéraux n'auraient pas fait autrement.

Et, s'adressant plus particulièrement au PS, il poursuivait au soir du 1^{er} septembre 1998: «*Philippe, Elio, Laurette et les autres pourront se féliciter: objectif atteint, mission accomplie. Entre 1993 et 1998, 9.997 emplois dans l'enseignement secondaire auront été anéantis*». La suite des événements lui donna raison.

Ce n'est pas faute de luttes syndicales¹. Étudiants, enseignants, parents dans la rue, écoles secondaires à l'arrêt... se heurtèrent à la volonté de la droite de casser le mouvement syndical, utilisant le PS à cette fin et notamment Laurette Onkelinx. Cette jeune débutante, décidée à asseoir sa carrière politique, assumait sans faiblesse son rôle de briseuse de grève au point que Philippe Moureaux la qualifia de «*mère courage*»! En avril 1996, le PS vota avec le PSC, comme un seul homme, la suppression de 3.000 emplois qui s'ajoutait à la ponction équivalente effectuée plus subtilement par Di Rupo au cours de la législature précédente. Grèves et manifestations se poursuivirent jusqu'en juin 1996 lorsque la direction du Front Commun communautaire suspendit la grève sans consultation de la base. Le

politique ne venait-il pas de siffler la fin de la récréation?

Par la suite, les quelques tentatives de relance de la mobilisation par les directions syndicales ne rencontrèrent que peu d'écho. Avec l'aide du PS, la droite l'emportait, et la CGSP Enseignement venait d'y perdre son âme.

Quelle âme? En voici quelques perles retrouvées dans les résolutions du Congrès statutaire 1983/1984 au cours duquel cette organisation syndicale proposait des objectifs aussi ambitieux que (de lutter) «*...contre le capitalisme, pour une société socialiste... une étape:*

formation spécialisée ne venant qu'ensuite» et pour «*Un seul réseau: l'enseignement public. Dans l'immédiat, le Secteur assumera la défense et la promotion de l'enseignement officiel neutre et s'opposera à toute mesure susceptible de conférer des avantages au pouvoir organisateur de l'enseignement confessionnel*».

Le Congrès souligna aussi la nécessité de prévoir une augmentation constante du budget de l'Éducation Nationale. Gratuité de l'enseignement, bourses et présalaire, abaissement généralisé des normes de population, création d'un encadrement complémentaire pour les



la levée d'un impôt sur le capital». Et pour ce qui est du domaine de l'enseignement proprement dit, la CGSP s'engageait «*pour qu'une école unique de 5 à 18 ans remplace les différentes formes actuelles, pour une formation polytechnique et générale et que la période de formation générale (soit rendue obligatoire) jusqu'à 18 ans, la*

enfants immigrés et les enfants maîtrisant mal la langue de l'enseignement, création d'un pool régional permanent d'agents statutaires chargés des remplacements. Il proclamait le contrôle ouvrier comme principe de base de la philosophie socialiste de la FGTB, contre la gestion du type participatif à tous les

(suite page 9) ►

La fin du suffrage universel ?

Avant 1893, le droit de vote était limité aux plus riches des citoyens masculins qui payaient le «cens» ou l'impôt, c'est-à-dire 137.000 électeurs équivalant à moins de 5% de la population adulte. Ces privilégiés étaient défendus au parlement par les partis libéral et catholique. Dès sa fondation en 1885, le Parti ouvrier belge remettait en cause le système censitaire en exigeant le suffrage universel. Dans le débat parlementaire de l'époque, les opposants conservateurs considéraient que «l'ignorant» ne pouvait être l'égal de l'homme instruit et que le «paresseux» ne pouvait être égal à l'homme qui avait «travaillé et économisé» pour se constituer un patrimoine. L'égalité n'existant pas dans la nature, elle ne pouvait exister dans la société humaine. Aujourd'hui encore, on respecte celui qui travaille pour s'enrichir et on méprise celui qui ne travaille pas, coupable de sa fainéantise et de son incapacité.

En 1893, après d'âpres luttes sociales qui causèrent la mort de nombreux ouvriers, une première avancée aboutissait au système plural, lequel portait le nombre d'électeurs à 1.370.000 (+ 1000 %), et permettait une première représentation du mouvement ouvrier au parlement. En 1919, le POB obtenait le suffrage universel selon le principe «un homme = une voix». Aux élections de 1921, ce principe faisait passer le nombre d'électeurs masculins à 2.102.000 et les femmes participaient aux élections communales. Les femmes obtiendront le droit de vote aux législatives en 1948. Même si elle ne correspondait pas aux thèses révolutionnaires défendues par les fondateurs de notre parti en 1921, il est incontestable que la représentation des travailleurs au parlement a permis une amélioration considérable de leur condition et une avancée de la société vers la modernité.



En 1963, la création de la frontière linguistique constituait une atteinte à la démocratie. Cette frontière n'a jamais été précédée d'un débat démocratique et ne répondait en aucun cas aux aspirations populaires. Cette décision arbitraire a, sans plébiscite, intégré une partie de la province de Liège et de la ville de Bruxelles dans la partie flamande du pays. Dans les années qui ont suivi, le débat parlementaire s'est enlisé dans des modifications de la constitution nécessaires à la partition du pays, par la création de nouvelles institutions régionales et par la promulgation de lois linguistiques rigides et antidémocratiques. En conséquence, le pouvoir s'est considérablement éloigné des préoccupations légitimes de la population que sont l'emploi, le pouvoir d'achat, la sécurité sociale.

L'existence actuelle de quatre gouvernements, la scission des partis politiques, la division des syndicats, l'éclatement des organisations de l'état, ont considérablement compliqué la vie publique et entraîné une inquiétante dépolitisation de la population. Au nord du pays, cela se traduit par un repli sur une identité culturelle flamande récupérée par une extrême droite représentative, une volonté séparatiste et une remise en cause de la monarchie. Au sud, la population francophone est attachée à l'unité nationale, mais la dépolitisation se traduit par une extrême droite peu représentative et par un attachement excessif à la monarchie.

Selon un récent sondage, 60% des francophones seraient favorables à une augmentation du pouvoir du roi, lequel serait «au-dessus des partis». Nonobstant la dépolitisation, la politique séparatiste inaugurée en 1963 a nui à la démocratie en détruisant la solidarité entre le nord et le sud du pays. La régionalisation de la sécurité sociale serait le coup de grâce porté à la solidarité nationale. On est en droit de se demander si la politique engagée en 1963 ne serait pas une réponse d'un pouvoir ébranlé par les crises sociales de 1950 et de 1960-61.

Dictature de cercles occultes

Depuis 1980, la remise en cause par les gouvernements de la libre négociation des salaires par les syndicats, l'adhésion à la monnaie unique et à la «constitution européenne», la privatisation des services publics, la libération des prix de l'électricité constituent autant d'atteintes à la démocratie. La démocratie est de plus en plus remise en cause par le fait que les décisions de nos gouvernements sont dictées par des organismes internationaux, tels le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale,

l'Organisation Mondiale du Commerce, la Banque Européenne, l'OCDE. Ces organisations sont dirigées par des technocrates issus de cercles élitistes, dont le public ignore l'existence du fait du silence des médias.

Parmi ces cercles, citons le groupe de Bilderberg, la Commission trilatérale, la Table ronde des industriels européens, le *Council of Foreign Office*. Dans ces cercles, on retrouve les noms de Davignon (*Société Générale*), Mestrallet (Président du groupe *Suez* et de la Banque européenne), Rockefeller (*Chase Manhattan Bank*), Barroso (Président de la Commission européenne), Bolkestein (ancien commissaire européen), Blair, Clinton, Kissinger, Bush, etc. Il est inquiétant d'y constater également la présence de personnalités socialistes ou centristes comme Jospin, Strauss Kahn, Fabius, Rocard, Bayrou, Claes, Spitaels, de Vits ou Van Miert.

Ces organisations et leurs membres influents représentent la mondialisation, c'est-à-dire un véritable gouvernement mondial, non élu, au service des multinationales. Depuis 2002, la reprise des négociations secrètes sur l'Accord mutuel d'investissement (AMI) constitue une réelle menace sur la souveraineté des États. Son but est d'instaurer une juridiction qui permettrait aux multinationales de traduire en justice les États qui nuiraient à leurs intérêts,



Le siège de la Banque Mondiale à Washington.

pour obtenir des réparations. L'application de ce traité signifierait la soumission des États aux multinationales, la fin du pouvoir des gouvernements élus et l'enterrement de la démocratie. Brillant architecte de la finance, le Belge Etienne Davignon a déclaré : *«Les affaires influencent la société et la politique influence la société, c'est le sens commun»*. En tant que communistes, nous répondons à ce monsieur que ce «sens commun» n'est pas l'intérêt commun, et que la politique des États doit répondre aux soucis des électeurs et non aux diktats du monde des affaires.

En conclusion, le processus de mondialisation constitue bien une véritable remise en cause du suffrage universel et un retour vers un ordre social digne du 19^{ème} siècle, quand la société était régie au nom des intérêts de l'élite des plus fortunés.

MARC DENONVILLE

(suite de la page 7) ▼

niveaux de décision dans l'enseignement: des centres de décision des pouvoirs organisateurs jusqu'aux établissements...

Lorsque l'actuel Président de la CGSP Enseignement constate que, au cours de la dernière négociation, *«on a obtenu le maximum possible»*², ne s'inscrit-il pas dans la logique du pouvoir qui ne cesse de nous seriner que *«il n'y a pas d'argent»*? On est loin de la vindicte et des choix politiques de J.-M. Ansciaux.

Si la direction syndicale craint d'ébranler un peu plus un PS déjà bien malmené à la veille des élections, on doit bien constater que la base elle aussi semble domestiquée. Dans la nuit du 22 mars dernier, le plafond de la bibliothèque d'un Athénée s'effondrait. Cela faisait des mois que le Fonds des bâtiments était alerté... mais il avait du mal à

débloquer un budget. Aucune motion n'est sortie de l'établissement pour alerter la direction syndicale qui n'a pas cru nécessaire de dénoncer la politique de la ministre Arena.

Le PS poursuit sa politique de vidange des caisses de l'État et, pour augmenter le pouvoir d'achat, il compte réduire la fiscalité. Laurette Onkelinx, devenue vice-Première ministre fédérale, en annonçant l'équilibre budgétaire, insiste sur le fait que *«on n'a pas touché au capital»*!

Même en dehors des syndicats, rien ne bouge. Ce calme plat annonce-t-il la tempête?

LOUISE GOTOVITCH

¹ Voir Bilan, CGSP-Enseignement, Régionale de Bruxelles-Brabant, rapport d'activité de 1993-1997.

² Tribune, janvier 2007.

B R E V E S

Réchauffement climatique : 25 % de transport routier en plus

La croissance du transport routier, exprimée en tonnes-kilomètres, a atteint près de 25 % entre 1999 et 2005, révèlent des chiffres publiés par le service statistique du Service Public Fédéral (SPF) Économie. Par ailleurs, le transport routier englutit plus de 83,2 % de l'énergie totale consommée à des fins de transport en Belgique.

Un exemple, la poste privatisée construit dorénavant ses centres de tri le long des autoroutes et non plus à proximité des voies ferrées. Et le Ministre Daerden se propose d'encore ajouter un peu de goudron à l'est de Liège afin de faciliter la tâche des camions.

Comme quoi, l'écologie réduite à une question d'initiative individuelle et ne prenant pas en compte la logique marchande et les effets du libre échange sur l'environnement est une sacrée arnaque. (Blog+rouge+vert)

Cohérence

Avant d'être apprenti leader maximum, M. Sarkozy était avocat. Lorsqu'il démissionna du barreau pour entrer en politique professionnelle, il conserva ses parts dans le cabinet d'Arnaud Claude, dont il est le cofondateur. Et il aurait eu tort de s'en priver, puisque l'affaire est florissante. Le gros du chiffre d'affaires du cabinet est réalisé en qualité de conseil des municipalités de Levallois-Perret (Balkany, un copain) et Puteaux (Ceccaldi, suppléante de... Sarko). Spécialité de la boutique? Expulser les locataires en cas de loyers impayés. Si on ajoute à ça le refus du maire de Neuilly d'honorer les quotas de logements sociaux imposés par la loi SRU, et les facilités obtenues par le même auprès d'un promoteur pour acheter un p'tit appart' dans sa circonscription, on est obligé d'admettre que l'éventuel futur locataire de l'Élysée fait preuve de cohérence en matière de logement. (COFD 43)

Un nouveau positionnement dans les luttes sociales

Face aux changements subis par notre société ces dernières décennies, l'agitation sociale, méthodologie traditionnelle de la gauche radicale, si elle a toujours sa raison d'être, n'est sans doute plus suffisante pour agir sur les rapports de force et créer le changement social. Il faut donc envisager une autre méthodologie...

Une mutation socio-économique

Ce que de nombreux observateurs ont nommé « crise » s'est avéré être un processus de restructuration du système capitaliste qui a entraîné une profonde mutation économique et sociale. Inutile ici de se focaliser sur les aspects économiques, puisque cela fait souvent l'objet de constats dans les colonnes de nombreux journaux de gauche. Par contre, certains aspects sociaux ne sont pas suffisamment évoqués, et pourtant ils conditionnent et déterminent largement notre espace d'action. Les mutations sociales ont engendré un nouveau type de société marqué par l'éclatement des classes sociales traditionnelles en de nombreux pôles, favorisé notamment en cela par une plus grande mobilité sociale et un accès plus démocratique à l'enseignement, même si de nombreuses critiques peuvent être émises à ce sujet.

L'aspect assurément le plus négatif est la montée en puissance des inégalités et la précarisation sociale qui en a découlé. L'exclusion sociale a fait des ravages, plongeant dans le dénuement et l'isolement un grand nombre d'individus. De nombreuses études démontrent qu'une réelle scission s'est créée entre eux et le monde du travail dont ils ne reconnaissent plus forcément les mouvements qui représentent ce monde (syndicats, partis, mouvements ouvriers...).

L'éclatement de la société en de nombreux pôles a fait apparaître de grandes divergences d'intérêt entre ces pôles, même si, objectivement, on peut toujours estimer que les individus qui font partie de certains de ces pôles peuvent être regroupés dans la classe des dominés. D'autre part, l'individualisme s'est de plus en plus imposé dans les relations sociales au point souvent de créer une compétition entre des individus faisant pourtant partie de mêmes groupes sociaux. Ajoutons que les biens de consommation peuvent médiatiser fortement les rapports entre individus et leur possession participe bien souvent à la construction identitaire, en lieu et place de l'appartenance commune à une classe sociale comme c'était le cas avant pour les milieux ouvriers (« ouvrier et fier de l'être »...).

L'inefficacité de la gauche

Les réponses apportées par l'ensemble de la gauche aux inégalités et à la précarité n'ont pas produit de grands effets : la social-démocratie s'est muée, sous le couvert du réalisme, en un gestionnaire de la maison capitaliste. Quant à nous, il faut bien reconnaître que nous trouvons peu d'échos parmi nos « publics cibles », même si nous déployons pour cela une belle énergie... Nos discours ne sont plus entendus par un grand nombre d'individus qui ne se retrouvent sans doute plus dans nos paroles. Une autre hypothèse peut être avancée : que représentent ces paroles face au flot d'informations et de messages en tous genres qui se déversent au quotidien sur la population ? Dernier constat, l'extrême droite trouve un plus large écho auprès des classes laborieuses, sans produire pour autant de grands efforts. C'est donc que nos discours ne passent plus...

Dans ces conditions, arriverons-nous un jour à créer l'unité, à arriver au quorum nécessaire pour créer le changement social ? On peut en douter, et cela nourrit le découragement de nombreux militants. Il faut peut-être,

au lieu de notre méthodologie traditionnelle, basée sur la revendication, la pétition et l'agitation sociale, envisager d'autres façons d'agir. D'autant plus que nous sommes marginalisés par les médias et attendus sur ce terrain traditionnel par le système qui dispose de tous les outils nécessaires pour nous contrer ; les récentes mesures pour lutter contre le terrorisme ne font que renforcer tout cet appareil. Bien entendu, il ne faut pas soudain se taire, mais il ne faut plus considérer notre méthodologie traditionnelle comme seule possible. Que faire alors ?

Le changement autrement

Parler du changement social, c'est bien ; le créer, c'est mieux ! Si la société dans laquelle nous vivons ne nous convient plus, et si nous estimons qu'elle ne peut convenir à un grand nombre qu'il est impossible de convaincre, alors construisons-en une autre à côté et invitons un maximum d'individus à y entrer sur base volontaire ! Créer le changement social, c'est investir le terrain avec des réalisations concrètes qui permettent à la population de voir réellement de quel monde nous rêvons. C'est créer une comparaison entre notre alternative et le système global. C'est aussi créer la preuve sociale des valeurs que nous portons. Utopique ? Pas tant que cela...

La création d'une société parallèle est sans doute une entreprise de longue haleine qui réclame une profonde remise en question pour de nombreux militants. De nombreuses pistes sont à explorer, à commencer par la situation d'exclusion sociale que vit une frange importante de la population : il y a de nombreux besoins à rencontrer, et jusqu'ici, les actions menées par le monde associatif ont surtout porté sur le secours social et la formation. On rétorquera que le PTB a investi le terrain avec « Médecine pour le Peuple », action louable certes, mais qui se situe encore dans le domaine de l'assistance

et qui ne ramène pas forcément beaucoup d'adhérents dans les rangs de la gauche radicale.

Je propose ici de lister une série de besoins impérieux que les sans-emploi et les autres personnes en situation d'exclusion sociale ne peuvent rencontrer. Ces besoins sont sans doute plus matériels que culturels. Pratiquer la charité ou l'assistance ne ferait que renforcer l'état de dépendance dans lequel toutes ces personnes sont plongées. Il faudrait donc que les solutions proposées les impliquent pour les rendre actrices d'un changement. Parmi les nombreux exemples possibles, il y a un projet que j'étudie actuellement et qui consisterait à créer des jardins bio sur des terrains laissés en friche dans ma commune. Le but premier est l'accessibilité à des aliments de qualité produits par les personnes elles-mêmes. Mais, au final, il s'agit surtout d'un prétexte pour réunir en un endroit précis des individus jusque-là isolés et peu réceptifs à nos courants de pensée. Ces projets doivent porter de manière explicite ou implicite nos valeurs que nous pouvons ainsi transmettre. Bien entendu, il ne faut pas prétendre pouvoir d'emblée impliquer un grand nombre d'exclus, mais il faut débiter les projets avec des noyaux de personnes et miser sur la contagion. Nous pouvons également nous appuyer sur une partie du monde associatif qui peut apporter une aide utile. Si une série d'initiatives peuvent être mises en relation, il est possible de créer un maillage serré qui constituerait à lui seul une forme de micro-économie parallèle. Bien entendu, il serait prétentieux de croire que de telles initiatives seraient de nature à peser lourdement sur les rapports sociaux de production, mais il y a sans doute une opportunité à saisir pour ramener dans nos rangs un certain nombre d'individus qui n'étaient pas réceptifs à nos discours.

Outre l'implication dans une nouvelle forme de micro-économie, il y a peut-être moyen de s'investir dans un domaine plus macro-économique. Le monde politique va donner au capitalisme l'opportunité de se racheter une bonne conduite dans le domaine de l'environnement alors que, jusqu'ici, il a été le principal coupable de la dégradation de notre milieu. Il suffit de

voir l'attitude des partis traditionnels qui incitent le monde économique à investir dans les nouvelles technologies de l'environnement. Des aides à la création d'entreprises existent. Elles ne sont utilisées que par des individus entrepreneurs, alors qu'il peut exister une place pour des collectifs entrepreneurs. Dans cette optique, il s'agirait de créer des entreprises alternatives qui occuperaient directement le terrain économique et offriraient une comparaison avec les entreprises traditionnelles. J'ose prétendre qu'il est possible de créer de l'activité économique en respectant les critères de bien-être social. Le modèle à mettre sur pied peut être basé sur le concept des coopératives, à la condition expresse de ne plus commettre les erreurs du passé en matière de gestion. Il y a dans nos milieux un nombre insoupçonné de personnes qui possèdent un haut degré d'expertise dans divers domaines. Sur base de cela, on pourrait créer une «Fondation pour les Alternatives Économique» qui explorerait la question, quitte à conclure que ces propositions sont utopiques et irréalisables mais, au moins, le coup aura été tenté... La «création d'entreprises autrement» est une autre opportunité d'apporter du concret, la preuve qu'un autre monde est possible !

En conclusion...

Il faut considérer qu'une partie de la population ne s'accommode plus de ce système. Néanmoins, on ne lui donne pas le choix et il ne faut pas espérer que le pouvoir en place le lui donnera un jour. S'il est impossible ou difficile de faire adhérer à nos conceptions un grand nombre d'individus par la voie que nous avons toujours empruntée, nous devons penser à construire des alternatives concrètes. Construire cela, c'est ne plus se contenter de discourir sur un autre possible, c'est le réaliser, même à petite échelle... C'est inviter des gens à se soustraire à un système qui ne leur convient plus, au risque que l'on nous reproche de vouloir créer un monde parallèle. Le changement social construit de cette manière n'est pas inscrit dans l'agitation sociale traditionnelle : il vient de l'intérieur et est quelque part le «Cheval de Troie» du système.

Ces propositions ne prônent pas l'abandon des stratégies qui étaient les

nôtres jusqu'à présent. Elles ont toujours leur pertinence dans de nombreuses situations, mais elles ne doivent plus être tenues comme seules à privilégier.

GILLES DURVAUX

B R E V E S

Les restructurateurs du mois

En 2006, le bénéfice net de VW a doublé à 2,75 milliards d'euros. Le bénéfice d'exploitation a grimpé de 51,7 % à 4,38 milliards d'euros pour un chiffre d'affaires de 104,87 milliards d'euros (+11,6 %).

General Motors tient la forme également: 26 milliards de dollars de bénéfices en 2006. Mais 1400 travailleurs restent sur le carreau chez Opel-Anvers...

Fatalitas

«Les pertes d'abeilles vont de 30 à 60 % en Californie et dépassent 70 % dans certaines régions de l'East Coast et au Texas». Albert Einstein prophétisait: «Quand il n'y aura plus d'abeilles, l'homme disparaîtra rapidement». Mais cette dépêche AFP ne semble pas alarmer grand monde. Pourtant le site contreinfo.info la met en parallèle avec les inquiétudes de scientifiques allemands: «La bactérie toxique du maïs OGM pourrait avoir affaibli la paroi intestinale des abeilles, permettant ainsi aux parasites de la traverser». C'est logique, après tout. Abeille égale pollinisation. Or, avec les OGM, plus besoin de pollinisation, donc plus besoin d'abeilles. On attend les experts qui assèneront cette vérité éternelle, si elle n'était apocalyptique: la disparition des abeilles, c'est le progrès. Mektoub! (COFD 44)

Rendez-vous sur le site



La présence du Parti communiste dans les festivités du Premier Mai

Bruxelles

Participation à la manifestation unitaire (Place des Monnaies, Saint Gilles, à 15h) avec la participation de Une autre gauche (UAG), Union pour la défense des sans papiers (UDEP), Collectif Venezuela, Parti Humaniste, CLEA, Ligue Communiste Révolutionnaire, ATTAC Bruxelles.

Borinage

Meeting et bal populaire au Centre culturel de Pâturages en collaboration avec le C.E.C.O. (Cercle d'Éducation et de Culture Ouvrières) avec l'intervention de Vladimir Caller au sujet de l'importance de la presse militante dans la lutte politique de nos jours.

La Louvière

Traditionnelle manifestation politico-festive organisée par «Lucha y Fiesta» au Cercle Horticole à Houdeng. Au

programme à 10h00 débat dirigé par Stéphane Mansy: «Quelle place pour les jeunes dans cette société incertaine?» Et pour la fête: Chico And The Mojo, Mind Of Resistance, One Evening Trip, Non-U, The Mutant Wolf, 3 Lost Maniacs, Los Tres Puntos, Yesterday Wolf.

Tournai

Traditionnelle réunion de souvenir et réflexion à la salle du Centre culturel l'Épi, 21 rue Duquesnoy avec en vue la préparation du rendez-vous électoral du 10 juin.

Liège

Meeting, suivi d'une manifestation, en présence de Ricardo Petrella et de Deniz Demirkapi et ayant comme orateurs, entre autres, Marcel Bergen, président de la Fédération de Liège du PC et Pierre Eyben secrétaire politique et 1^{er} candidat à la chambre aux élections du 10 juin.

Le mois de mai 1871 à Paris

Le mois de mai, le mois de travailleurs, est aussi celui du souvenir de la Commune de Paris, de son écrasement impitoyable par les troupes versaillaises d'Adolphe Thiers dans la semaine du 21 au 28 connue par après comme la «semaine sanglante». Sanglante elle le fut, en effet. On évoque, selon les sources, de 10.000 à 25.000 exécutions sommaires de communards; jamais, jusqu'alors, la lutte de classes, ici ce fut vraiment le cas, n'avait connu une expression si concentrée de violence et de haine.

La commune fut à son tour l'expression d'une révolte qui ne pouvait plus atteindre. Le gouvernement d'alors issue de l'Assemblée nationale non content de montrer son incapacité de faire face au militarisme prussien victorieux, cumulait les mesures de véritable répression économique contre les secteurs populaires supprimant par exemple le moratoire des loyers et des dettes qui vont mettre en situation de quasi faillite à près de 150 000 personnes et allant jusqu'à supprimer la solde de 1,50 franc des soldats de la Garde nationale.

Le gouvernement, sous pression du même Thiers qui était aussi un des chefs du bien nommé «Parti de l'Ordre», conscient de l'esprit militant des



travailleurs en colère décide de soustraire aux parisiens la réserve de canons, environ 250, entreposés à Beleville et Montmartre. Le peuple de Paris comprit la signal et s'organisa pour résister à cette confiscation. Il ne manquait donc que l'étincelle.

Pendant deux mois le peuple de Paris pu résister et faire vivre un expérience aussi fugace que généreuse de gouvernement populaire, laïc, et véritablement républicain. L'ennemi de classe comprit parfaitement le danger, d'autant plus

(Suite page 19)

République Française
Commune de Paris
Le Peuple de Paris
aux soldats de Versailles

Frères!

L'heure du grand combat des Peuples contre leurs oppresseurs est arrivée!

N'abandonnez pas la cause des Travailleurs!

Faites comme vos frères du 18 mars!

Unissez-vous au Peuple, dont vous faites partie!

Laissez les aristocrates, les privilégiés, les bourreaux de l'humanité se défendre eux-mêmes, et le règne de la Justice sera belle à établir.

Quittez vos rangs!
Entrez dans nos demeures.
Venez à nous, au milieu de nos familles. Vous serez accueillis fraternellement et avec joie.

Le Peuple de Paris a confiance en votre patriotisme.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!
VIVE LA COMMUNE!

La Commune de Paris

Un jugement partial cassé!

Ce jeudi 19 avril, la Cour de Cassation a décidé de jeter un bâton dans les roues de la Justice expéditive, trafiquée et manipulée. En déclarant illégale la nomination du juge Freddy Troch (spécialement désigné à la tête du tribunal correctionnel de Bruges pour être sûr d'obtenir un verdict à la sévérité exemplaire...), la Cour de Cassation s'est expressément basée sur l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Cet article exige, en effet, pour tout prévenu l'impartialité du tribunal chargé de le juger. Or il suffit qu'un seul élément de suspicion existe, selon le Président Forier de la Cour de Cassation, pour que soit contestable la légitimité du tribunal, ce qui est le cas.

En dénonçant comme illégale la composition du tribunal de premier degré, la Cour de Cassation prononce du même coup l'illégalité du verdict rendu, l'illégalité des arrestations immédiates qu'il a entraînées dès le 28 février 2006. Qui plus est, l'illégalité ainsi prononcée contre le tribunal correctionnel, indûment présidé par le juge Freddy Troch, a comme conséquence la nullité de l'Arrêt prononcé le 7 novembre 2006 par la Cour d'Appel de Gand (du coup, un autre procès en Appel devrait avoir lieu à Anvers cette fois)...

Conséquence de ce constat sans fioriture? Sükriye Akar, Musa Asoglu ainsi que Kaya Saz (tous trois détenus dès le 28 février 2006 à la prison de Bruges), ainsi que Bahar Kimyongür (emprisonné depuis novembre, d'abord à Bruges puis à Nivelles), ont été libérés.

Par la décision de la Cour de Cassation, c'est la combinaison d'un travail juridique sérieux et d'une mobilisation citoyenne décidée, croissante et déterminée qui aura été plébiscitée. Ce verdict ne peut qu'inciter le Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association (CLEA) à accentuer son action citoyenne pour obtenir l'annulation du «procès DHKP-C», un procès-test pour notre démocratie, un procès créant une jurisprudence d'exception – menaçant, tout à la fois, la liberté d'expression, la liberté d'association et le droit à la contestation. En première instance à Bruges, puis en appel à Gand, des

militants opposés au régime d'Ankara ont été condamnés, non pour des délits ou des actes de violence qu'ils auraient commis, mais pour leurs convictions politiques, pour leur engagement.



Évidemment, il nous reste un long combat à mener. Ainsi, lors des deux premières audiences de Cassation, l'une des détenues (Sukriye Akar) qui avait demandé de pouvoir y participer, a une nouvelle fois subi des traitements inhumains et dégradants «made in Guantanamo» (fouille complète à nu, port d'un bandeau sur les yeux durant tous les trajets, obligation de porter toute la journée une lourde ceinture de contention et des menottes, etc.). Là encore, la Belgique copie les pratiques turques et américaines, alors qu'on nous répète à l'envi que l'Europe possède ses valeurs propres, empruntées des Droits de l'Homme. Car le procès intenté contre des membres présumés du DHKP-C constitue la preuve manifeste que, dans notre pays, le gouvernement, une partie du monde judiciaire et l'appareil policier utilisent la peur suscitée par les attentats du 11 septembre pour criminaliser les oppositions sociales. Nos dirigeants prétendent protéger la démocratie et assurer plus de sécurité publique. Pourtant, ce procès démontre

tout le contraire: sous couvert de «guerre contre le terrorisme», ce sont les conquêtes démocratiques qui sont remises en question.

Quoi qu'il en soit, le CLEA continuera son combat pour qu'éclate au grand jour le scandale dans lequel sont impliqués les plus hauts responsables de ce pays – que ce soit dans l'ordre politique, policier ou judiciaire. Le 28 avril 2006, en effet, Bahar Kimyongür était arrêté aux Pays-Bas en vue d'être extradé vers la Turquie. Un rapport a été remis par les comités P et R, à la demande de parlementaires, pour connaître le rôle de l'État belge dans cette affaire. Ce rapport est maintenu caché dans les coffres du Parlement. Pourquoi? Que révèle ce rapport? Que Laurette Onkelinx a menti, à trois reprises au moins, aux parlementaires; que des représentants du Premier ministre, des ministres de la Justice et de l'Intérieur, de la Sûreté de l'État et de la magistrature se sont réunis secrètement pour accomplir un acte à la fois illégal (la Belgique ne peut extradier ses ressortissants) et immoral (est-ce conforme aux droits de l'Homme de remettre Kimyongür entre les mains des bourreaux dont il dénonce les crimes depuis des années?); que la police belge, la Sûreté de l'État (en collaboration avec la police turque) ont dénoncé notre compatriote à leurs homologues hollandais alors qu'on parle justement de renforcer encore les pouvoirs des services de sécurité...

Il est évident que, si la Belgique est définie comme une démocratie, les parlementaires doivent avoir accès au rapport des comités P et R pour pouvoir l'analyser et en diffuser le contenu. La lumière doit être faite dans cette affaire. Pour cela, il faut que ce rapport soit rendu public. Avant les élections du 10 juin! (...)

La CLEA continuera à accroître sa pression, tout en invitant les démocrates et les progressistes de ce pays à se mobiliser contre les évolutions ultra-sécuritaires et antidémocratiques, inspirées à nos dirigeants, par l'administration américaine.

LE CLEA,
<http://leclea.be>

L'inquiétante dérive marketing du débat politique

Dans un ouvrage intitulé «*L'endoctrinement affectif du citoyen*», Gordy Pleyers constate que relativement peu de citoyens disposent réellement d'éléments rationnels consistants sur lesquels peuvent se fonder leurs choix politiques. La majorité des citoyens orientent dès lors leur attitude et le vote qu'on leur demande d'effectuer sur une base émotionnelle, une appréciation spontanée concernant un candidat ou un parti. L'auteur montre que si les attitudes, les préférences et les comportements sociopolitiques des citoyens peuvent résulter de croyances rationnelles, ils peuvent résulter aussi – et, très souvent, surtout – de processus affectifs pouvant même agir sans que les individus en aient conscience.

Le dangereux corollaire de cette constatation est qu'afin de gagner les faveurs des citoyens, il existe, au-delà des procédés rationnels fondés sur l'argumentation, un moyen particulièrement efficace qui consiste à exploiter la voie affective.

Il est intéressant d'observer la stratégie politique des «grands partis» à la lumière de cette analyse. Le plus récent exemple de cette stratégie est l'onéreuse campagne publicitaire de deux grands partis politiques (MR et CDH) qui s'étale actuellement sur d'immenses panneaux publicitaires de la multinationale ClearChannel¹ à travers toute la partie francophone du pays. Cette initiative de marketing politique n'est pas la première du genre et nous interpelle tant sur sa forme que sur le fond de son approche.

Tout d'abord, il est piquant de constater que des partis qui ne jugent pas utile de protéger davantage le citoyen de l'agression publicitaire², arguant de sa capacité de distanciation et d'auto-détermination, sont les premiers à utiliser l'outil publicitaire, parfaitement conscients de sa redoutable efficacité. Calquant leur mode de communication sur une tendance médiatique lourde au simplisme et au lacunaire³, ils optent pour un discours publicitaire fait de



formules choc, de raccourcis et d'accroches graphiques.

Il est utile par ailleurs de s'attarder sur les thèmes abordés à travers ces campagnes publicitaires. Ceux-ci sont choisis, non sur leur objective impériosité, mais d'abord sur leur écho médiatique. En tout premier lieu, on retrouve la sécurité (ou plus exactement le sécuritaire) avec, par exemple, dans la campagne du CDH, une évocation relativement nauséabonde du cas «Van Holsbeek». Comme toujours, la notion d'insécurité liée au système (perte d'emploi, précarisation,...) est gommée et l'on n'aborde la sécurité que sous l'angle de la délinquance. Battage médiatique oblige, on retrouve également l'écologie, résumée pour les uns à des pingouins, pour les autres à des éoliennes. Ces images d'Épinal sont en contradiction notable avec la politique de notre pays (menée par ces partis) qui ne réduit pas ses émissions de CO₂ et envisage d'abord Kyoto sous l'angle de l'achat de droits de polluer (pudiquement qualifiés de droits d'émission) et qui, en libéralisant l'énergie, a renoncé pour une bonne part à choisir sa filière énergétique⁴.

Nous sommes entrés dans l'ère du marketing politique, celle des panneaux publicitaires vantant, entre une voiture et un crédit à la consommation, les mérites d'un parti politique, celle du nœud papillon ou de l'alcoolisme sympa, celle des politiques étalant leur famille, chantant ou racontant la dernière blague lors d'émissions de variété comme autant de gages de qualité.

Cette tendance au superficiel et à l'émotionnel n'est pas étrangère au fait que les partis au pouvoir refusent aujourd'hui d'affronter les directives du marché. S'auto-amputant de leur pouvoir politique, ils déstructurent l'État pour servir en pâture au marché des pans de son économie (énergie, transports,...), réduisant leur champ d'action à un fragile bricolage afin d'atténuer les conséquences du capitalisme. Les élections sont donc devenues «un mauvais moment à passer» au cours duquel il convient de maintenir le citoyen à distance de la réalité économique et politique de notre société. La meilleure façon d'y parvenir est de le reléguer au rang de consommateur politique, lui vendant une image politique idéalisée plutôt qu'un programme politique différent de celui des autres partis de pouvoir.

PIERRE EYBEN

¹ Voir le dossier Pourquoi il faut stopper ClearChannel du RAP, disponible sur <http://www.antipub.be/uploadfiles/40/download/DossierClearChannel01a.pdf>.

² Sur leur attitude concernant la publicité à la RTBF, voir <http://www.respire-asbl.be/-RTBF->.

³ Cela est particulièrement vrai pour la télévision, où le rythme et le séquençage des émissions de débat comme des bulletins d'information (sans parler de l'orientation des débats via les journalistes) rend de plus en plus ardu un argumentaire un rien développé.

⁴ On peut également sourire lorsque l'on connaît le manque d'implication personnelle de nos politiques en matière de sobriété écologique : voir <http://pierre.eyben.be/86>.

L'Équateur en reconstitution

Le 15 avril dernier, 9,2 millions d'Équatoriens (sur une population de 13,5 millions) étaient appelés à se prononcer par référendum sur la proposition d'assemblée constituante. Si on observe des points communs entre l'agenda fixé par le président Rafael Correa et celui suivi à l'époque par le Vénézuélien Hugo Chávez, la ressemblance la plus flagrante se trouve du côté de l'opposition.

Et, une fois de plus, les médias font partie de la stratégie.

Les visages défilaient à l'écran. Sous le soleil, ils étaient réunis devant l'hôpital où agonisait Pinochet. En les voyant en décembre dernier pleurer la mort de l'ex-dictateur chilien, tout devenait plus clair dans ma tête. C'était les mêmes! Les mêmes qui, lors du coup d'État fasciste qui secoua le Venezuela le 11 avril 2002, applaudissaient la prise de pouvoir du patron des patrons, Pedro Carmona. Les mêmes visages, blancs pour la plupart, lunettes de soleil et chemise de marque. La même haine envers tout ce qui est noir, indien, travailleur, socialiste ou communiste. La même admiration du modèle nord-américain. Et ce sont de nouveau les mêmes, aujourd'hui en Equateur, qui ont mené la campagne contre Correa et sa proposition d'assemblée constituante.

Le président équatorien a dénoncé une intense «propagande millionnaire et mensongère». Dans le pays le plus instable de la région (huit chefs d'État se sont succédé durant la dernière décennie), l'oligarchie nationale se permet encore de donner des «conseils» et des mises en garde face au «modèle totalitaire du président Chávez» que voudrait imposer Rafael Correa. Les médias nationaux et internationaux s'empressent de relayer ce message avec une servilité complaisante.

En se référant aux difficultés qu'affronte actuellement Evo Morales, le président équatorien a assuré qu'il ne répèterait pas les erreurs commises en Bolivie: «Le



Rafael Correa

problème de l'assemblée bolivienne s'est trouvé dans ses statuts. Avec toute la sympathie et tout le respect que j'ai pour Evo Morales, je crois qu'il a commis une erreur fondamentale: essayer de dialoguer, d'établir un consensus avec des gens qui ne veulent rien changer.

La nouvelle constitution

Les 130 représentants élus à l'assemblée constituante (qui devrait être installée avant la fin de l'année) disposeront des pleins pouvoirs pour rédiger la nouvelle constitution. Laquelle devra à son tour être légitimée par référendum populaire. Parmi les grandes lignes de cette nouvelle *carta magna*, le président Correa a annoncé la «*planification avec participation sociale et le contrôle citoyen contre la corruption*». Toute personne élue devra rendre des comptes et tout mandat issu d'élections populaires sera révocable.

Au niveau économique, il promet un «*modèle économique solidaire, avec un rôle régulateur de l'État afin de combattre la pauvreté*». De même que «*l'exploitation, l'utilisation durable et la propriété sociale des ressources naturelles stratégiques, afin de satisfaire les nécessités actuelles et futures de la population et non le paiement de la dette extérieure*». L'Équateur a également l'intention de se joindre à l'initiative, lancée par le Venezuela et l'Argentine, de créer une Banque du Sud. Cet organisme, qui devrait voir le jour dès juin 2007, vise à

renforcer la souveraineté financière face aux organismes internationaux tels que la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la Banque mondiale et le FMI. Le pays andin a comme autre objectif de relancer sa production pétrolière et de réintégrer l'OPEP. Au niveau de l'intégration latino-américaine, on peut également s'attendre à ce que Quito rejoigne Cuba, la Bolivie, le Nicaragua et le Venezuela au sein de l'ALBA (Alternative Bolivarienne des Amériques).

L'émancipation par l'intégration

De passage à Caracas, Pierina Correa, coordinatrice de l'émigration du mouvement Alianza País (le parti du président équatorien), déclarait récemment au DR: «*Ce que nous voulons c'est un développement de la région et pas seulement d'un pays. Un développement qui privilégie l'être humain au-delà des intérêts de type politique ou économique. On assiste aujourd'hui au retour des gouvernements aux mains du peuple et la pensée de Bolivar s'étend de plus en plus. Nous travaillons pour appuyer cette lutte qui renforcera la région et permettra de former un bloc solide*».

L'émergence et l'émancipation des peuples d'Amérique latine passe inévitablement par cette intégration solidaire prônée actuellement par les gouvernements progressistes. La tâche de Rafael Correa reste immense. Bien que doté d'une nouvelle constitution, le pays continuera de fonctionner dans le cadre des institutions bourgeoises. Et au-delà d'une propagande médiatique féroce tant intérieure qu'extérieure, le peuple équatorien devra affronter une résistance active des secteurs les plus conservateurs et réactionnaires de la société. Car même lorsque la redistribution des richesses essaie de se mener de façon pacifique, les plus nantis n'abandonnent jamais leurs privilèges sans tirer leurs dernières cartouches. Les nostalgiques qui pleuraient la mort de Pinochet sont là pour nous le rappeler.

SÉBASTIEN BRULEZ
(à Caracas)

Cuba: La révolution permanente pour éviter l'implosion

En débarquant à La Havane en ce mois de février (Foire du Livre oblige), le visiteur sympathisant de la révolution cubaine ne peut réfréner quelques appréhensions. Malgré soi, des foules de questions – distillées par les médias européens – viennent à l'esprit: Fidel Castro est à l'article de la mort, qui va lui succéder? Y aura-t-il un vide du pouvoir? Le peuple cubain va-t-il se soulever? Y aura-t-il des émeutes? Le pays va-t-il imploser? Les gens vont-ils fuir par milliers?...

Tout cela se dissipe très vite, et on est gagné par l'optimisme, la tranquillité et l'assurance de la population. Ce ne sont pas les problèmes qui manquent dans la vie de tous les jours, depuis les questions de logement, d'approvisionnement, de transport. Les gens ne manquent pas de critiquer et de faire savoir leur mécontentement, mais ils expriment aussi la conviction que l'impérialisme nord-américain ne réussira pas à profiter de cette situation et des difficultés de la direction économique et politique de Cuba pour restaurer le capitalisme.

En février, des manifestations de masse se sont produites. Mais c'est à la Foire du Livre que cela se passe! Cette Foire est une belle occasion de côtoyer en quelques jours des centaines de milliers d'habitants de La Havane. 650.000 personnes y sont venues cette année. Et la Foire se déplace ensuite dans 40 villes à travers tout le pays et reçoit la visite de millions de gens.

On fait inlassablement des files, mais c'est pour acheter des livres dans la grande librairie située au milieu du magnifique site de La Cabaña qui surplombe la baie de La Havane. La file la plus longue conduisait au kiosque de *Juventud Rebelde* qui vendait à très bas prix *Cent Heures avec Fidel*, la longue interview de Fidel Castro par Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique*. Des dizaines de milliers d'exemplaires sont partis en peu de

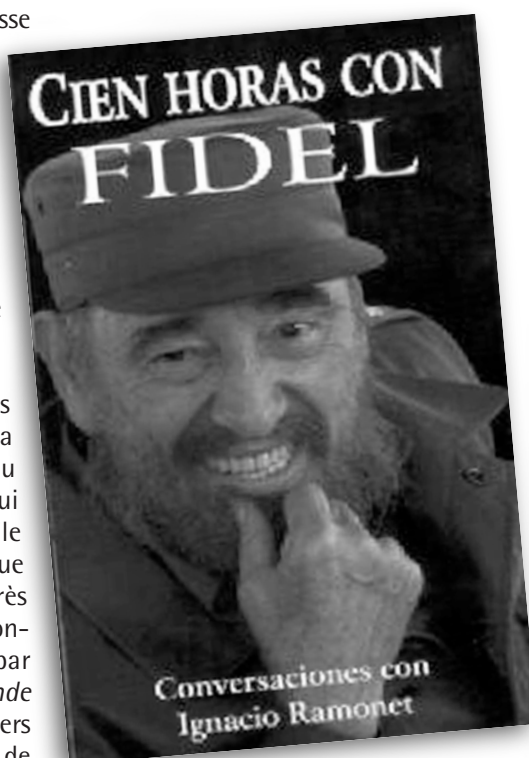


temps: les jeunes Cubains rendaient ainsi un bel hommage à Castro et montraient leur adhésion à la révolution, car ce livre apparaît comme un testament politique, un bilan des 47 ans de Cuba socialiste.

Fidel Castro y développe, entre autres, les raisons de sa confiance dans le futur socialiste de Cuba, de l'Amérique latine et du monde tout en mettant en garde contre les dangers d'implosion de la révolution cubaine, plus grands que les chances de succès des entreprises impérialistes et contre-révolutionnaires pour renverser le gouvernement ou provoquer des destructions économiques et militaires. Ces dangers apparaissent aussi aux yeux du visiteur qui rejette les œillères, tout en soutenant inconditionnellement Cuba socialiste. Ils s'appellent: économie mixte, ouverture au capital international, double monnaie, corruption et bureaucratie.

Dangers d'implosion

Après le démantèlement de l'URSS et la cessation brutale des aides et des échanges économiques entre les deux pays, le peuple cubain a accepté les privations de toutes sortes de la «période spéciale» et la réorientation de l'économie vers l'industrie touristique, afin de sauvegarder l'essentiel de ses conquêtes: le système d'éducation et de santé entièrement gratuit



pour tous, ainsi qu'une grande égalité de toutes les couches de la population. Par la suite, les aides des gouvernements de gauche qui se multiplient en Amérique latine, Venezuela en tête, ont permis à Cuba de surmonter cette situation et de contourner le brutal embargo des États-Unis. Cependant, l'extension de l'économie mixte et l'installation d'une double monnaie (*peso convertible* et monnaie nationale) ont amené des différences de revenus parfois importantes et favorisé le développement d'un appareil bureaucratique avec de plus en plus de privilèges. C'est pourquoi Fidel Castro a lancé la campagne contre la corruption et des mises en garde sur les dangers d'implosion de la révolution cubaine.

D'autres exemples sautent aux yeux. Les transports en commun que l'immense majorité des gens utilise quotidiennement sont dans un très mauvais état. Cela serait plus supportable si on ne voyait pas sur la route, à côté des vieux autobus où s'entassent des centaines de personnes, les confortables petits cars aux vitres fumées et avec air conditionné transportant à toute vitesse les touristes et les hauts fonctionnaires.

Il y a aussi les magasins où l'on ne peut acheter qu'avec des *pesos convertibles* les produits importés. On y trouve du lait en abondance, alors que ce produit a été retiré de la *libreta* (carnet de ravitaillement de base très bon marché pour toutes les familles) et n'est plus fourni qu'aux enfants en dessous de 7 ans.

Il y a encore l'exemple des logements à La Havane. La révolution cubaine avait assuré un logement à chaque famille en expropriant les habitations de la bourgeoisie pro-Batista en 1961. Les échanges et l'aide de l'Union soviétique avaient ensuite permis la construction de nombreux logements supplémentaires. Mais depuis la «période spéciale» et l'orientation vers l'industrie touristique, seule la vieille Havane historique est restaurée, ainsi que les habitations

des gens qui peuvent se fournir le matériel nécessaire avec des *pesos convertibles*, et les différences sociales s'accroissent visiblement dans les rues et les quartiers.

Déficit démocratique

Il faut y ajouter la «fameuse» question de la démocratie. Il ne s'agit pas ici d'invoquer le manque de démocratie comme le font les médias occidentaux. Cette démocratie-là voudrait que l'État cubain accorde toute liberté d'expression (et surtout d'action) à tous les groupes contre-révolutionnaires, qui se cachent derrière la défense des droits de

À la Foire du Livre, de nombreux intellectuels, tous ardents défenseurs de la révolution cubaine et presque tous communistes, ont mis ces problèmes en évidence et présenté des analyses et des propositions pour «plus de socialisme». Les idées foisonnent par milliers. Mais ce n'est pas lors d'une foire du livre qu'elles devraient être débattues, mais au Parti, dans les organisations de jeunes, les Comités de défense de la révolution, les syndicats, les universités, les Forces armées. Paradoxalement, les FAR (Forces armées révolutionnaires) avaient une présence politique très importante à la Foire, alors que le PCC (Parti communiste cubain) en était totale-

ment absent; comme les éditions cubaines d'œuvres marxistes. Les livres de Marx, Engels, Lénine, Trotsky... étaient présentés par des éditeurs progressistes venus d'autres pays. Ils se vendaient par milliers, parmi les jeunes visiteurs de la foire qui exprimaient leur besoin de connaissance et leur sympathie. D'autre part, les œuvres de Che Guevara étaient introuvables ou rééditées confidentiellement. Si son image est reproduite partout, ses idées ne sont pas massivement diffusées.



Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique*, a rencontré Fidel Castro.

l'homme et des libertés individuelles, pour renverser l'État ouvrier et restaurer un régime capitaliste. Tout progressiste doit refuser cette «démocratie» et dénoncer ce que cache cette revendication.

Nous devons par contre défendre de toutes nos forces la plus grande démocratie socialiste, qui se base sur un soutien inconditionnel de l'État ouvrier. De ce point de vue, il y a un déficit à Cuba. Il existe un manque de démocratie socialiste, de participation active et constante des masses à la vie politique du Parti et des différents organes de direction de l'État ouvrier cubain. Il y a aussi le poids d'un appareil bureaucratique qui a peur de la critique et de toute remise en question.

Cependant, des débats très intéressants se sont développés sur le caractère national ou international de la révolution, sur la pertinence des principes de la révolution permanente, sur les expériences à retenir de la Révolution russe et des 75 ans d'existence de l'Union soviétique, sur le concept de l'État révolutionnaire, sur la nécessité de l'unification socialiste de Cuba, du Venezuela et des autres pays latino-américains dirigés par la gauche, sur le retour à l'internationalisme révolutionnaire. Ces discussions ne se sont pas limitées à des cercles intellectuels. Des centaines de milliers de participants à la Foire ont posé et débattu ces questions avec passion et un haut degré de conscience du moment historique vécu actuellement par la Révolution cubaine.

CLAUDINE PÔLET

Samedi 5 mai, dès 12.00 :

Le Joli Mai,

Salon du livre alternatif et de l'édition indépendante :
un rendez-vous festif et engagé à ne pas manquer !

Halles de Schaerbeek, 22a rue Royale Ste Marie, 1030 Bruxelles

Rencontres/conférences

- 14.00 *L'altérité en question* avec Françoise Collin
- 15.30 *Esprit de révolte et mouvements contestataires, d'hier à aujourd'hui*, avec Christophe Bourseiller et Henri Goldman, animée par Manuel Abramowicz
- 17.00 *Le totalitarisme*, avec Domenico Losurdo animée par Aymeric Monville
- 18.30 *Taayoush, «vivre ensemble»*, avec Leila Shahid, Dominique Vidal et Sus Van Elzen
- 20.30 *Retour sur «La Question» et mémoires algériennes*, avec Henri Alleg

Musique

22.30 *Ma CompilE à Toi Soundsystem*

Lundi 7 mai à 20.15 :

Conférence-débat

«La traversée des élections : sans papiers, migrations, asile, droits de l'Homme»

avec :

Armand De Decker (MR), Joëlle Milquet (CDh), Isabelle Durant (Ecolo), Karine Lalieux (PS), Michel Kaiser (Ligue des Droits de l'Homme), Frédérique Mawet (CIRE), Jamal Youssfi (metteur en scène) et un représentant des sans-papiers.

Soirée spéciale dans le cadre des représentations de la pièce «La traversée de la mort».

Théâtre des Martyrs (sous le chapiteau), place des Martyrs, 1000 Bruxelles

Organisation :

Compagnie des Nouveaux disparus, Ligue des Droits de l'Homme, Bruxelles Laïque et UDEP

Vendredi 11 et samedi 12 mai :

Colloque sur le thème

«Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques»

Université libre de Bruxelles (ULB)

Avec la collaboration du Centre d'histoire de sociologie des Gauches.

Renseignements : Anne Morelli, 02 650 38 48, amorelli@ulb.ac.be

Vient de sortir de presse : un nouveau numéro de la revue

Alternatives Sud

Évasion fiscale et pauvreté Points de vue du Sud

Éditions Syllepse - Centre Tricontinental, Volume XIV (2007), n°1

Estimées à quelque 255 milliards de dollars, les pertes annuelles dues à l'évasion fiscale à l'échelle mondiale poursuivent leur progression contre toute logique éthique et sociale. Elles sont le reflet tant de l'ampleur du phénomène des paradis fiscaux (secret bancaire, taxation faible ou nulle, tolérance à l'opacité, sociétés-écrans...) que de la sophistication des stratégies, licites et illicites, des grosses fortunes et des grandes entreprises pour échapper à l'impôt et aux mécanismes nationaux de redistribution. L'industrie de la fraude fiscale et de la consultance financière et juridique privée abuse et se joue de la technicité des mécanismes et des instruments de la fuite des capitaux. En dépit des immenses besoins sociaux, de l'accroissement des inégalités et du défi de la lutte contre la pauvreté, les États, du Sud en particulier, ont intégré l'existence des centres offshore - ces «bas-fonds de la finance internationale» - et internalisé la nécessité de protéger de l'imposition tant les multinationales que certaines élites nationales rompues aux détournements de fonds. La concurrence fiscale que ces pays se livrent pour «attirer les investissements» est devenue à la fois le principal accélérateur de la mondialisation de l'économie néolibérale et l'origine de la crise majeure du financement public. Les alternatives sont à élaborer au niveau mondial. Elles passent par la remise en cause des paradis fiscaux, l'harmonisation des systèmes de taxation nationaux et l'établissement d'un cadre international de réglementation et de coopération entre autorités fiscales.

Sommaire, résumés et liste des numéros parus sur www.cetri.be



À paraître en juin 2007 : Explosion urbaine et mondialisation

Pour commander un exemplaire ou prendre un abonnement, visiter www.cetri.be

ou s'adresser à : vente-abonnement@cetribel.be Tél.: 010 48 95 60 Fax : 010 48 95 69

Prix au numéro (port compris) : 13 €. Abonnement un an (4 n°) : 50 €

Belgique : CCP 000-1306002-91 du Centre Tricontinental - Louvain-la-Neuve

Autres pays : virement au compte : IBAN = BE23 0001 3060 0291, BIC = BPOTBEB1

Quand les pinceaux militaient...

La première exposition de prestige du BAM (Beaux-Arts Mons, anciennement Musée des Beaux-Arts), rénové après plus de deux ans de travaux, est consacrée, jusqu'au 19 août, au *Surréalisme en Belgique* (1924-2000). Elle est placée sous le commissariat de Xavier Canonne, grand spécialiste du sujet, et dont la thèse soutenue à la Sorbonne alimente le catalogue de cet événement¹.

L'exposition présente un rassemblement particulièrement exhaustif d'œuvres et de documents concernant le surréalisme en Belgique et se décline en trois parties. La première section, portant sur les années 1924-1945, est consacrée à la création du premier groupe surréaliste, aux revues surréalistes (Oesophage, Marie,...), aux divergences entre le groupe de Bruxelles et celui de Paris, ainsi qu'à la création de *Rupture*, groupe surréaliste du Hainaut, conduit, entre autres, par Achille Chavée et Fernand Dumont.

La deuxième section (1945-1962) évoque le renouveau de l'activité surréaliste après l'occupation de la Belgique, la nouvelle façon de peindre de René Magritte (sa «période vache»), la découverte d'artistes tels que Marcel Mariën, Rachel Baes ou Jane Graverol, ainsi que le rapprochement du mouvement avec le radicalisme politique de l'époque et en particulier avec le Parti communiste.

Enfin, la troisième section a trait à l'apparition de nouvelles personnalités, comme Tom Gutt et André Stas, et témoigne de la persistance de l'état



d'esprit surréaliste qui devient, en quelque sorte, «l'une des oppositions les plus farouches à la pensée unique conformiste».

Afin d'utiliser au mieux le nouvel outil muséographique, des projections de films et des conférences sont organisées autour de cet événement dont un des mérites est qu'il s'adresse à un public aussi large que possible. En liaison directe avec cette exposition, une rétrospective consacrée à l'artiste surréaliste Armand Simon est présentée sur le site des anciens abattoirs. Simon, ami de Chavée et de Dumont, mais aussi de René Magritte, Raoul Ubac et Christian Dotremont, réalisera aussi des illustrations pour quelques grands noms, comme Céline.

Dans une Belgique dont la classe politique, plus que jamais dominée par un individualisme effréné, n'hésite pas à s'adonner à un népotisme extrême et où la confusion entre affaires publiques et privées est devenue la règle, une parenthèse d'air frais comme

l'exposition du «BAM» ne peut être que bienvenue, ne fut-ce que pour tourner en dérision nos «sauveurs». Ainsi, le «*grâce à nous (et aux nôtres)*, ce n'est pas le chaos» aurait fait que «nos» surréalistes soient les premiers à monter sur les barricades. On pense à Christian Dotremont, par ailleurs le «père» du mouvement Cobra, Camille Goemans, Jane Graverol, Tom Gutt, Irène Hamoir, Marcel Lecomte, René Magritte, Marcel Mariën, E.L.T. Mesens, Paul Nougé, Louis Scutenaire, Armand Simon, André Souris, Raoul Ubac, Pol Bury, Achille Chavée, Fernand Dumont, André Lorent, Constant Malva ou encore à Louis De Spiegele.

À quelques jours des élections législatives, il serait sans doute opportun de se souvenir de leur message.

José VANDERVEEREN

¹ L'exposition est accessible au public du mardi au samedi de 12h00 à 18h00, ainsi que le dimanche de 10h00 à 18h00.

Informations : 065 40 53 18.

(Suite de la page 12)

que la révolte commençait à s'éteindre à Marseille, Lyon, Saint Étienne, Toulouse, Narbonne, Grenoble, Limoges, et c'est ainsi qu'il oublia tout litige avec les forces allemandes, se plie à leurs exigences, et décida de siéger à Versailles, ville symbole de la monarchie absolue alors sous contrôle des prussiens, d'ou il organisa la massacre finale. Ainsi, avec le fusillade des milliers des derniers communards devant le mur des fédérés le 28 mai finit la résistance héroïque de la Commune de Paris, de cette expérience que Marx qualifia du

«premier soulèvement prolétarien autonome».

Thiers et ses amis, à manière de fêter leur victoire, firent construire, avec participation de l'État, la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre pour «expié les crimes des communards». De l'autre côté reste le souvenir de cette formidable armée d'anonymes, d'ouvriers, artisans, de femmes, et d'autres moins anonymes, tels Julles Vallès, Louise Michel, Gustave Courbet, et le Général Dombrowski. Ce dernier,

officiel polonais de sensibilité socialiste arriva en France après s'être évadé de Sibérie pour se retrouver dans le tourbillon de la commune où il mourut dans les barricades jours avant la fin. Si nous le citons parmi tant d'autres combattants c'est parce que l'actualité nous informe que les anciens volontaire polonais des brigades internationales sont aujourd'hui l'objet des brimades de la part des autorités polonaises. Ces volontaires avaient donnée le nom de Dombrowsky à leur brigade.

P.R.

Parti communiste

← À Gauche Toute!

LOGEMENT
Un toit pour tous.
Plus de logements sociaux.
Protection des locataires et loyers modérés.

EMPLOI
Un emploi pour chacun.
Une formation pour tous.
Pour les 35 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

ÉCOLOGIE
Stop au nucléaire.
Développement des énergies renouvelables.
Pour une mobilité douce.

SOCIAL
Aide aux défavorisés.
Pour une sécurité sociale refinancée et plus juste.

TRANSPORTS
Transports publics gratuits, de qualité et peu polluants.
Pour une taxe kérosène et des quotas CO₂

POLITIQUE SANS ISSUE
Privatisation des bénéfices.
Étatistation des déficits.

4 ANS DE TÉNÉBRES
Privatisations, délocalisations, licenciements, chômage, inégalités, précarité.

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT
Stagnation des salaires.
Hausse des prix.
Explosion des inégalités.

DÉRAPAGES XÉNOPHOBES ET LIBERTICIDES
Atteinte aux droits humains.
Multiplication des lois liberticides.

LOGEMENT
Un toit pour tous.
Plus de logements sociaux.
Protection des locataires et loyers modérés.

www.particomuniste.be

Sommaire
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">L'invité du mois</p> <p style="text-align: center;">François Schreuer : Sous la bannière de la précarité. Propos recueillis par <i>Pierre EYBEN</i>, pp. 2, 3 et 4</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Social</p> <p style="text-align: center;">PSet MR unis contre la justice fiscale! <i>LE FLIBUSTIER</i>, p. 5</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Actualités</p> <p style="text-align: center;">Sarcose royale, 39 morts au campus, Boris et l'histoire <i>Pablo RODRIGUEZ</i>, p. 6</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Enseignement</p> <p style="text-align: center;">Le calme annonce-t-il la tempête? <i>Louise GOTOVITCH</i>, pp. 7 et 9</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Mondialisation</p> <p style="text-align: center;">La fin du suffrage universel? <i>Marc DENONVILLE</i>, pp. 8 et 9</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Débat</p> <p style="text-align: center;">Un nouveau positionnement dans les luttes sociales <i>Gilles DERVAUX</i>, pp. 10 et 11</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Le moi de mai</p> <p style="text-align: center;">Le mois de mai 1871 à Paris P.R., pp. 12 et 19</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Communiqué</p> <p style="text-align: center;">Un jugement partial cassé! <i>Le CLEA</i>, p. 13</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Analyse</p> <p style="text-align: center;">L'inquiétante dérive marketing du débat politique <i>Pierre EYBEN</i>, p. 14</p>
<p style="text-align: center; color: red; font-weight: bold;">Amérique latine</p> <p style="text-align: center;">L'Équateur en reconstitution <i>Sébastien BRULEZ</i> (à Caracas), p. 15</p> <p style="text-align: center;">Cuba: La révolution permanente pour éviter l'implosion <i>Claudine PÔLET</i>, pp. 16 et 17</p>

Salutations. Un mot fraternel pour saluer les 50 printemps de notre camarade Georges, pilier infatigable de la construction de ces pages.

Où trouver le DR? *Ils sont nombreux nos amis à nous demander où peut-on trouver le DR! Et bien, notre réseau de distribution-vente commence à se développer. Ainsi, vous le trouverez à :*

- Arlon:** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand:** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière:** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.
- Bruxelles:** •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles •Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi:** Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi.

Mensuel du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 9, rue Ruppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement annuel: 15 €
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci!